

L'option faisant appel au G-8 comporterait un autre avantage de taille. Les systèmes spatiaux et leur utilisation deviennent plus intimement intégrés dans le cadre d'une stratégie politique et économique beaucoup plus large. Formuler une stratégie pour l'espace est ainsi une tâche qui incombe aux institutions ayant à élaborer les stratégies politiques et économiques elles-mêmes. Et inclure la Chine, l'Inde et le Brésil assurerait la représentation géographique équitable des pays dotés de programmes spatiaux bien actifs.

Fait également à souligner, un représentant des États-Unis a mentionné que, dans le cadre du Comité sur l'échange de données, une première étape en vue d'en atteindre l'objectif d'un régime multilatéral consistait à demander aux pays du G-8 de joindre ses rangs.

La question suivante qui se pose alors c'est celle de savoir où et comment un pays devrait en arriver à un accord. On suggère que des groupes de travail officiels soient d'abord constitués pour discuter de questions liées à la sécurité et à l'espace, en vue de rédiger un projet de traité sur l'interdiction des armes basées dans l'espace.

Option 3

Une autre solution consisterait à créer un nouveau Groupe des Onze (G-11). En plus des membres du G-8, on y compterait la Chine, l'Inde et le Brésil. Une approche similaire a récemment été adoptée lorsqu'on a créé le Groupe des Vingt (G-20) en 1999,⁷⁵ « [TRADUCTION] en tant que nouveau mécanisme servant à des échanges informels dans le cadre du système institutionnel de Bretton Woods, afin d'élargir le dialogue sur les questions clés de politique économique et financière entre les économies d'importance et de favoriser la coopération en vue d'une croissance mondiale stable et durable qui bénéficie à tous ».

Cela obtiendrait l'appui de ceux qui estiment que les négociations concernant la maîtrise des armements dans l'espace ne peuvent être tenues au sein d'un organisme comme la CD en raison de son nombre important de membres, de son processus de prise de décisions par consensus et de l'absence dans ses rangs de représentants du secteur privé.

Option 4

La communauté internationale pourrait se retirer du débat et laisser les États-Unis, la Russie et la Chine discuter des questions concernant la non-arsenalisation et l'interdiction des essais d'armes antisatellites.

Tout traité négocié par les États-Unis, la Russie et la Chine sur ces questions devrait ensuite être ouvert à l'adhésion par tous les États. Il ne fait guère de doute que plusieurs pays deviendraient parties à un tel traité, ce qui conduirait éventuellement à l'émergence d'une règle de droit coutumier applicable à tous les États.

Quoi qu'il en soit, malgré la responsabilité particulière des États-Unis, de la Russie et de la Chine en matière de maîtrise des armements dans l'espace, la communauté internationale doit prendre part au niveau multilatéral aux efforts consentis pour freiner la course aux armements dans l'espace.

⁷⁵ Documents relatifs au G-20 et connexes, <http://www.g7.utoronto.ca>